

Samy Boukeila, membre initiateur de l'initiative NABNI : "Il est nécessaire de refaire l'ingénierie de notre économie"

Le projet «Algérie 2002» est une réflexion basée sur des simulations sur la base de données concrètes.

PUBLIE LE : 28-01-2013 | 0:00



Le projet «Algérie 2002» est une réflexion basée sur des simulations sur la base de données concrètes. Le document qui propose un certain nombre de mesures susceptibles de contribuer à l'amélioration du quotidien du citoyen algérien s'articule autour de «cinquante chantiers de rupture» en rapport avec les domaines, politique, économique, social, éducatif, urbain, culturel et de santé publique, et de gouvernance d'Etat.

Le constat de 50 ans d'indépendance établi par l'initiative «Nabni» ressort les dysfonctionnements de notre économie et propose aux gouvernants du pays des solutions concertées. L'un des membres fondateurs de l'initiative «Nabni» estime que le «rêve est permis» d'autant plus que nous avons «les mêmes potentialités que les pays émergents qui ont démarré, comme nous, il ya à peu près 50 ans». «Malgré les avancées significatives, dans bon nombre de domaines, nous restons toujours à la traîne dans d'autres surtout par rapport à des pays comme la Corée, la Turquie et parfois même par rapport à nos pays voisins», affirme M. Samy Boukeila. Et d'insister «Le cordon de la rente doit être coupé. Cette rente doit être réaménagée pour pouvoir réserver un quota aux générations futures à travers, par exemple, un fonds 2050 et de manière à ce qu'elle soit un facteur et un moteur de diversification et le moyen qui permet à notre économie de pouvoir être exportateur de produits autres que les 180 que nous proposons, aujourd'hui, ce qui est un chiffre dérisoire», a-t-il déclaré, hier, lors de son passage à la rédaction de la Chaîne III.

Si cette rente nous permet, aujourd'hui, de couvrir nos besoins, à terme, nous nous acheminerons vers «une situation absolument précaire» avertit l'intervenant. En fait, «cette embellie ponctuelle est une opportunité de diversifier notre économie» et «si l'on dépasse le cap de 2015» pour redresser la barre «ça sera peut être trop tard». Par conséquent, a-t-il recommandé, «Il est nécessaire de refaire l'ingénierie de notre économie de manière à ce que nous puissions aller vers une économie forte, productrice qui travaille et qui ne fait pas que consommer ses richesses, vers un développement en harmonie avec l'environnement». Pour ce faire, «nous avons proposé un certain nombre leviers de rupture dans différents secteurs » dans ce sens que «nous avons besoin d'un Etat de droit à restaurer, des institutions redevables devant le citoyen, un Etat moderne doté de capacités d'accompagnement sociétal, d'une société plus libre, active et dotée de moyens d'évaluation, de façon

indépendante, de l'action des institutions», a-t-il souligné. Pour M. Boukeila, «les constats, c'est fini» car «nous connaissons les insuffisances». Dans le même contexte, il dira que «nous sommes extrêmement vulnérables malgré nos avoirs car notre force ne réside pas dans l'argent ni dans notre ressource, mais dans la nation, la force de la jeunesse, l'intelligence de notre pays et son potentiel».

En fait, «Il est essentiel, aujourd'hui, de rétablir la confiance entre les Algériens» de même que «le changement doit être initié par tous». Aussi, «il faut que le citoyen soit au centre des préoccupations de l'Etat et des institutions» ajoutera l'invité de la rédaction qui saluera, à ce propos, l'initiative du 1er ministre qui «est venu avec une bonne volonté, une bonne vision de l'économie, redonné confiance et optimisme au monde de l'entreprise et des affaires». «Je pense qu'il y a prise de conscience du gouvernement de Sellal de la nécessité de changer de cap, de permettre aux algériens de créer leur entreprise, de développer le partenariat, de développer l'assiette de la contribution fiscale au fonctionnement de l'Etat» sachant, qu'aujourd'hui, 75 % de la fiscalité pétrolière finance le budget de l'Etat ce qui est aberrant» déplore-t-il. C'est pourquoi, «Il faut absolument inverser les processus». Dans cette optique, l'informel ne doit pas être combattu par les sanctions» mais plutôt par son intégration dans le processus formel.

Concernant les PME, dont plus de 90% sont des TPE, il estime que «dans la construction d'un Etat, les allocations financières, à travers les secteurs financiers et les banques, doivent, en priorité, après thésaurisation, orienter ces finances vers l'économie productrice». Or, « aujourd'hui, le processus de financement des entreprises est très compliqué et vraiment dissuasif quant il s'agit d'un jeune qui veut lancer une start-up et qui n'a pas de moyens, n'a pas de garanties» a souligné M. Boukeila. «On est en train de créer des fonds de garantie mais la problématique aujourd'hui» réside dans le fait que «le secteur financier est détenu à 95 % par le secteur public». Aussi, «l'acte de gestion dans le secteur public est aujourd'hui, répréhensible» d'où l'hésitation dans l'octroi des crédits à ces entreprises ce qui est préjudiciable à l'économie» a déploré le membre de l'initiative «Nabni».

D. Akila